



SNC • LAVALIN

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de 2009 comparés
au deuxième trimestre et au premier semestre de 2008

TABLE DES MATIÈRES

Section	Page	Section	Page		
1	Faits saillants du premier semestre de 2009	2	8	Liquidités et ressources financières	24
2	Mise en garde relative aux énoncés prospectifs	4	9	Conventions comptables et modifications	29
3	Notre entreprise	5	10	Risques et incertitudes	31
4	Performance financière globale	6	11	Informations trimestrielles	31
5	Détail de l'état des résultats	7	12	Contrôles et procédures	32
6	Carnet de commandes	12	13	Informations supplémentaires	32
7	Résultats d'exploitation par secteur d'activité	16			

Le 7 août 2009

Toute l'information financière est présentée en dollars canadiens à moins d'indication contraire

1 – FAITS SAILLANTS DU PREMIER SEMESTRE DE 2009

HAUSSE DU BÉNÉFICE NET

- Le bénéfice net au deuxième trimestre de 2009 s'est établi à 80,0 millions \$ (0,53 \$ par action après dilution), comparativement à 75,4 millions \$ (0,49 \$ par action après dilution) au deuxième trimestre de 2008. Pour le premier semestre de 2009, le bénéfice net s'est établi à 157,5 millions \$ (1,04 \$ par action après dilution), comparativement à 146,3 millions \$ (0,96 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un bénéfice d'exploitation plus élevé dans les secteurs Infrastructures et environnement, et Énergie, en partie contrebalancé par la perte enregistrée au premier semestre de 2009 dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

BAISSE DES REVENUS

- Les revenus du deuxième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 1,5 milliard \$, comparativement à 1,7 milliard \$ pour la période correspondante de 2008. Les revenus se sont élevés à 3,1 milliards \$ pour le premier semestre de 2009, comparativement à 3,5 milliards \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement la diminution prévue des activités dans la catégorie Ensembles, en partie compensée par l'augmentation des activités dans les catégories Services, et Exploitation et entretien.

SITUATION FINANCIÈRE SOLIDE

- La situation financière de la Société est demeurée solide, avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 635,6 millions \$ au 30 juin 2009, comparativement à 872,3 millions \$ au 31 mars 2009 et à 988,2 millions \$ au 31 décembre 2008. Cette variation par rapport au 31 décembre 2008 est principalement attribuable au besoin en fonds de roulement de certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles, à l'acquisition d'immobilisations corporelles par des Investissements – concessions d'infrastructure et aux paiements liés aux Investissements – concessions d'infrastructure.

CARNET DE COMMANDES QUI DEMEURE SOLIDE

- Le carnet de commandes pour les quatre catégories de revenus de la Société totalisait 9,9 milliards \$ à la fin de juin 2009, comparativement à 9,0 milliards \$ à la fin de mars 2009, et à 9,6 milliards \$ à la fin de décembre 2008.
- Le carnet de commandes de la Société se composait, au 30 juin 2009, de 1,6 milliard \$ provenant de la catégorie Services, de 3,8 milliards \$ provenant de la catégorie Ensembles, de 2,0 milliards \$ provenant de la catégorie Exploitation et entretien, et de 2,5 milliards \$ provenant de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure, alors qu'au 31 décembre 2008, le carnet de commandes de la Société était constitué de 1,6 milliard \$ provenant de la catégorie Services, de 3,5 milliards \$ de la catégorie Ensembles, de 2,2 milliards \$ de la catégorie Exploitation et entretien, et de 2,3 milliards \$ de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure.

RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA ») SUBSTANTIEL

- Le RAMA a été de 27,3 % pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009, ce rendement étant nettement supérieur à l'objectif de rendement de la Société consistant à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada (c'est-à-dire un total de 9,9 % pour la période).

ÉMISSION D'UNE DETTE À LONG TERME AVEC RECOURS

- Le 3 juillet 2009, la Société a émis pour 350 millions \$ de débentures non garanties sur 10 ans échéant en juillet 2019 et portant intérêt à un taux de 6,19 % par année. La Société prévoit affecter le produit net du placement au remboursement intégral de ses débentures non garanties 7,70 % d'un capital de 105 millions \$ échéant en septembre 2010, au financement de placements éventuels dans des occasions d'investissement dans des concessions d'infrastructure ainsi que d'acquisitions éventuelles d'entreprises choisies de manière sélective et aux fins générales de l'entreprise.

Le rapport de gestion a pour but de permettre au lecteur de mieux comprendre les activités de la Société, sa stratégie d'affaires et sa performance, ses attentes à l'endroit de l'avenir et sa façon de gérer les risques et les ressources financières. Il vise également à améliorer la compréhension des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et de leurs notes afférentes et devrait, à cette fin, être lu conjointement avec ces documents et avec le rapport annuel de l'exercice terminé le 31 décembre 2008. Dans le présent rapport de gestion, le terme « Société » ou le terme « SNC-Lavalin » désigne, selon le contexte, le Groupe SNC-Lavalin inc. et toutes ou certaines de ses filiales ou coentreprises, ou le Groupe SNC-Lavalin inc. ou l'une ou plusieurs de ses filiales ou coentreprises.

2 – MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les énoncés contenus dans le présent rapport de gestion faisant état des objectifs, des projections, des estimations, des attentes et des prévisions de la Société ou de la direction pour l'avenir peuvent être des « énoncés prospectifs » et peuvent être signalés par l'utilisation de verbes tels que « anticiper », « s'attendre à », « croire », « espérer », « estimer », « évaluer », « planifier », « pouvoir », « présumer », « prévoir » ou « projeter », ainsi que par l'emploi du conditionnel ou du futur, que la tournure soit négative ou positive et quelle que soit la variante utilisée. La Société tient à rappeler que ces énoncés prospectifs, de par leur nature même, comportent des risques et des incertitudes, et que les actions et/ou les résultats réels de la Société pourraient différer substantiellement de ceux contenus explicitement ou implicitement dans de tels énoncés prospectifs, ou pourraient avoir une incidence sur le degré avec lequel une projection particulière se réalisera. Pour plus d'information sur les risques et incertitudes et sur les hypothèses qui feraient en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent des attentes actuelles, se reporter respectivement à la section « Risques et incertitudes » et à la section « Comment nous établissons le budget et nos prévisions à l'égard des résultats et sur quoi nous fondons les directives financières que nous donnons » du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. À moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs contenus dans le présent document reflètent les attentes de la Société en date de ce dernier et sont sujets à changement après cette date.

3 – NOTRE ENTREPRISE

La Société fournit du savoir-faire dans les domaines de l'ingénierie, de la gestion de projets et de la construction, de la construction, et de l'exploitation et entretien par l'entremise de son réseau de bureaux situés dans tout le Canada et dans plus de 35 autres pays, et travaille actuellement dans une centaine de pays.

De plus, SNC-Lavalin investit de façon sélective dans des concessions d'infrastructure, investissements complémentaires à ses autres activités, pour lesquelles son savoir-faire technique et son savoir-faire en ingénierie, gestion de projets et de la construction, construction, et exploitation et entretien, ainsi que son expérience du montage financier de projets, lui confèrent un avantage distinctif.

3.1 – COMMENT NOUS ANALYSONS ET PRÉSENTONS NOS RÉSULTATS

SNC-Lavalin présente ses résultats, d'après l'analyse de ses contrats, par **catégorie d'activité** et par **secteur d'activité**. Elle tire ses revenus de quatre catégories d'activité : **Services**, **Ensembles**, **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure**. Les catégories d'activité Services et Ensembles se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction et sont présentées de la façon dont est évaluée la performance de la direction, en regroupant les projets exécutés en fonction du type d'industrie, comme suit : **Infrastructures et environnement**, **Énergie**, **Mines et métallurgie**, **Produits chimiques et pétrole**, et **Autres secteurs**. Les secteurs d'activité **Exploitation et entretien**, et **Investissements – concessions d'infrastructure** correspondent aux catégories d'activité du même nom.

3.2 – MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES PCGR

La Société a principalement recours à des mesures conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour analyser sa performance et sa situation financière. En complément de son analyse, elle utilise certaines mesures qui n'ont pas de définition normalisée prescrite par les PCGR du Canada et qui, par conséquent, se prêtent difficilement à une comparaison avec des mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. La direction estime que ces indicateurs fournissent néanmoins une information utile car ils permettent d'évaluer la performance de la Société

et de ses composantes à divers égards, comme la rentabilité et la situation financière passées, présentes et prévues. Ces mesures financières non définies par les PCGR comprennent le carnet de commandes, la position de trésorerie nette, les liquidités discrétionnaires et le rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA ») de la Société. Une définition de toutes les mesures non définies par les PCGR est fournie, au besoin, dans le présent document afin de permettre au lecteur de mieux comprendre les indicateurs utilisés par la direction et, selon le cas, la Société présente un rapprochement quantitatif clair des mesures financières non définies par les PCGR et de la mesure la plus directement comparable calculée conformément aux PCGR. Ainsi, un rapprochement de la position de trésorerie nette de la Société et des mesures conformes aux PCGR est présenté à la section 8.1.1 du présent document.

4 – PERFORMANCE FINANCIÈRE GLOBALE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Bénéfice net	80,0 \$	75,4 \$	157,5 \$	146,3 \$
Bénéfice par action (\$)				
De base	0,53 \$	0,50 \$	1,04 \$	0,97 \$
Dilué	0,53 \$	0,49 \$	1,04 \$	0,96 \$
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,12 \$	0,30 \$	0,24 \$

4.1 – BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net au deuxième trimestre de 2009 s'est établi à 80,0 millions \$ (0,53 \$ par action après dilution), comparativement à 75,4 millions \$ (0,49 \$ par action après dilution) au deuxième trimestre de 2008. Pour le premier semestre de 2009, le bénéfice net a augmenté de 7,7 % pour s'établir à 157,5 millions \$ (1,04 \$ par action après dilution), comparativement à 146,3 millions \$ (0,96 \$ par action après dilution) pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'un bénéfice d'exploitation plus élevé dans les secteurs Infrastructures et environnement, et Énergie, en partie contrebalancé par la perte enregistrée au premier semestre de 2009 dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

SNC-Lavalin maintient ses perspectives de croissance de sa rentabilité en 2009, à un niveau équivalent à son objectif financier à long terme d'entre 7 % et 12 % de croissance du bénéfice net annuel.

5 – DÉTAIL DE L'ÉTAT DES RÉSULTATS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus par activité :				
Services	568,8 \$	567,2 \$	1 128,6 \$	1 044,7 \$
Ensembles	575,5	795,9	1 142,3	1 659,6
Exploitation et entretien	241,3	250,3	650,7	605,8
Investissements – concessions d'infrastructure	84,8	89,1	174,5	167,5
	1 470,4 \$	1 702,5 \$	3 096,1 \$	3 477,6 \$
Marge brute	260,8 \$	245,9 \$	528,6 \$	486,5 \$
Frais de vente, généraux et administratifs	131,7	117,7	268,6	237,9
Intérêts et taxes sur le capital	22,3	26,9	49,0	52,1
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	106,8	101,3	211,0	196,5
Impôts sur les bénéfices	24,7	24,4	49,5	47,3
Part des actionnaires sans contrôle	2,1	1,5	4,0	2,9
Bénéfice net	80,0 \$	75,4 \$	157,5 \$	146,3 \$

5.1 – ANALYSE DES REVENUS

Les revenus du deuxième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 1 470,4 millions \$, comparativement à 1 702,5 millions \$ pour la période correspondante de 2008. **Pour le premier semestre de 2009, les revenus se sont établis à 3 096,1 millions \$**, comparativement à 3 477,6 millions \$ pour le premier semestre de 2008, découlant principalement de la diminution prévue des activités dans la catégorie Ensembles, en partie compensée par l'augmentation des activités dans les catégories Services, et Exploitation et entretien.

Les revenus de la catégorie Services ont été de 568,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 567,2 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Au premier semestre de 2009, les revenus de la catégorie Services ont augmenté pour s'établir à 1 128,6 millions \$**, comparativement à 1 044,7 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en raison d'un accroissement des activités dans les secteurs Mines et métallurgie, Infrastructures et environnement, et

Énergie, partiellement contrebalancé par une baisse des activités principalement dans le secteur Produits chimiques et pétrole.

Les revenus de la catégorie Ensembles du deuxième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 575,5 millions \$, contre 795,9 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, principalement en raison d'une baisse des activités dans les secteurs Produits chimiques et pétrole, et Énergie. **Pour le premier semestre de 2009, les revenus de la catégorie Ensembles se sont établis à 1 142,3 millions \$**, comparativement à 1 659,6 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant une baisse des activités dans les secteurs Produits chimiques et pétrole, et Énergie, principalement attribuable au quasi achèvement ou à l'achèvement de certains projets d'envergure, et dans le secteur Mines et métallurgie.

Les revenus de la catégorie Exploitation et entretien du deuxième trimestre de 2009 se sont établis à 241,3 millions \$, comparativement à 250,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008, **alors que les revenus cumulatifs de 2009 ont augmenté pour s'établir à 650,7 millions \$**, comparativement à 605,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement de volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

Les revenus de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure du deuxième trimestre de 2009 se sont élevés à 84,8 millions \$, comparativement à 89,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2008, **alors que les revenus du premier semestre de 2009 se sont chiffrés à 174,5 millions \$**, comparativement à 167,5 millions \$ pour la période correspondante de 2008.

5.2 – ANALYSE DE LA MARGE BRUTE

La marge brute, pour le deuxième trimestre de 2009, s'est chiffrée à 260,8 millions \$, comparativement à 245,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. **Au premier semestre de 2009, la marge brute s'est établie à 528,6 millions \$**, comparativement à 486,5 millions \$ pour la période correspondante de 2008, reflétant principalement une marge brute plus élevée dans la catégorie Ensembles, alors que le ratio de marge brute plus élevé de cette catégorie d'activité a largement compensé la baisse de ses activités.

5.3 – ANALYSE DES FRAIS DE VENTE, GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 131,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, contre 117,7 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Les frais de vente, généraux et administratifs se sont chiffrés à 268,6 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 237,9 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison d'une augmentation des frais généraux et administratifs, combinée à des frais de proposition plus élevés.

5.4 – ANALYSE DES INTÉRÊTS (REVENUS) ET TAXES SUR LE CAPITAL

DEUXIÈME TRIMESTRE (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009			2008		
	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Revenus d'intérêts	(10,4) \$	(1,0) \$	(11,4) \$	(0,8) \$	(7,9) \$	(8,7) \$
Intérêts sur la dette à long terme :						
Avec recours	–	2,0	2,0	–	2,0	2,0
Sans recours :						
AltaLink	13,1	–	13,1	13,6	–	13,6
Autoroute 407	19,5	–	19,5	19,1	–	19,1
Autres	2,4	–	2,4	0,2	–	0,2
Taxes sur le capital et autres	(3,5)	0,2	(3,3)	0,1	0,6	0,7
Intérêts (revenus) et taxes sur le capital	21,1 \$	1,2 \$	22,3 \$	32,2 \$	(5,3) \$	26,9 \$

SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009			2008		
	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL	PROVENANT D'INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	PROVENANT D'AUTRES ACTIVITÉS	TOTAL
Revenus d'intérêts	(11,0) \$	(3,0) \$	(14,0) \$	(1,9) \$	(16,2) \$	(18,1) \$
Intérêts sur la dette à long terme :						
Avec recours	–	4,1	4,1	–	4,1	4,1
Sans recours :						
AltaLink	26,2	–	26,2	28,1	–	28,1
Autoroute 407	31,6	–	31,6	32,2	–	32,2
Autres	4,8	–	4,8	0,5	0,4	0,9
Taxes sur le capital et autres	(4,2)	0,5	(3,7)	2,6	2,3	4,9
Intérêts (revenus) et taxes sur le capital	47,4 \$	1,6 \$	49,0 \$	61,5 \$	(9,4) \$	52,1 \$

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital ont totalisé 22,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 26,9 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. **Au premier semestre de 2009, les frais d'intérêts et taxes sur le capital ont totalisé 49,0 millions \$ en 2009**, comparativement à 52,1 millions \$ pour la période correspondante de 2008. Les intérêts et taxes sur le capital sont analysés séparément pour ce qui est des montants provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure et ceux provenant d'autres activités.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ont baissé au deuxième trimestre de 2009, s'établissant à 21,1 millions \$, comparativement à 32,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008, principalement en raison de revenus d'intérêts de 10,0 millions \$ provenant d'un financement temporaire fourni à Astoria Project Partners II LLC et sa filiale (« Astoria II »). **Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure se sont chiffrés à 47,4 millions \$ au premier semestre de 2009**, contre 61,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui reflète principalement : i) les revenus d'intérêts de 10,0 million \$ provenant du financement temporaire à Astoria II; ii) une diminution des Taxes sur le capital et autres, principalement attribuable à la quote-part de la Société dans un ajustement favorable de 3,0 millions \$ de la juste valeur relatif à des billets à long terme non commandités par des banques détenus par l'Autoroute 407, par opposition à un ajustement défavorable de la juste valeur, à hauteur de 1,9 million \$ survenu en 2008, partiellement compensée par iii) une augmentation des frais d'intérêts de 3,6 millions \$ sur la dette à long terme sans recours, principalement attribuable à Okanagan Lake Concession, pour laquelle les frais d'intérêts étaient capitalisés pendant la période de construction et sont maintenant enregistrés comme charges depuis l'ouverture du pont à la circulation le 31 mai 2008.

Les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant des autres activités se sont établis à 1,2 million \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à des revenus d'intérêts et taxes sur le capital de 5,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. **Pour le premier semestre de 2009, les frais d'intérêts et taxes sur le capital provenant des autres activités se sont établis à 1,6 million \$**, comparativement à des revenus d'intérêts et taxes sur le capital de 9,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse des revenus d'intérêts, reflétant principalement la baisse des taux de rendement effectifs, combinée à un solde moyen de trésorerie moins élevé en 2009.

5.5 – ANALYSE DES IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 24,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 24,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. **Au premier semestre de 2009, les impôts sur les bénéfices se sont chiffrés à 49,5 millions \$,** comparativement à 47,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2009 se situe à un niveau comparable à celui de la période correspondante de 2008.

6 – CARNET DE COMMANDES

La Société divulgue son carnet de commandes, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, pour ses **catégories d'activité**, soit : i) **Services**; ii) **Ensembles**; iii) **Exploitation et entretien**; et iv) **Investissements – concessions d'infrastructure**. Le carnet de commandes est un **indicateur prévisionnel des revenus anticipés** qui seront comptabilisés par la Société. Il est établi en fonction des **contrats octroyés** considérés comme des commandes **fermes** ainsi que sur une **période continue de 5 ans** dans le cas des revenus estimatifs récurrents des **Investissements – concessions d'infrastructure** comptabilisés selon la méthode de la **consolidation intégrale** ou **proportionnelle** lorsque la Société exerce le contrôle ou le contrôle conjoint, respectivement. Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure est divulgué par la Société puisque les revenus futurs de ces concessions représentent l'une des catégories d'activité de la Société. Les revenus futurs des Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation ou à la valeur d'acquisition ne sont pas inclus dans le carnet de commandes, puisqu'ils représentent les prévisions de la Société quant à sa quote-part des résultats nets ou des dividendes et distributions. En ce qui a trait aux activités de la catégorie **Exploitation et entretien**, la Société **limite** le carnet de commandes à **la période dont l'échéance est la plus rapprochée** entre i) **la durée du contrat** et ii) **les 5 prochaines années**.

Le tableau suivant présente le détail du carnet de commandes de la Société par catégorie d'activité et par secteur d'activité :

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	2009				
	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	712,4 \$	1 677,8 \$	– \$	– \$	2 390,2 \$
Énergie	300,5	420,2	–	–	720,7
Mines et métallurgie	371,7	–	–	–	371,7
Produits chimiques et pétrole	141,6	1 586,7	–	–	1 728,3
Autres secteurs	85,9	125,2	–	–	211,1
Exploitation et entretien	–	–	2 004,9	–	2 004,9
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 487,3	2 487,3
Total	1 612,1 \$	3 809,9 \$	2 004,9 \$	2 487,3 \$	9 914,2 \$

GROUPE SNC-LAVALIN INC.

Deuxième trimestre de 2009

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	2009				
	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	710,9 \$	1 949,7 \$	– \$	– \$	2 660,6 \$
Énergie	211,7	533,9	–	–	745,6
Mines et métallurgie	325,8	–	–	–	325,8
Produits chimiques et pétrole	177,1	542,5	–	–	719,6
Autres secteurs	94,9	128,4	–	–	223,3
Exploitation et entretien	–	–	1 893,5	–	1 893,5
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 412,3	2 412,3
Total	1 520,4 \$	3 154,5 \$	1 893,5 \$	2 412,3 \$	8 980,7 \$

PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	2008				
	SERVICES	ENSEMBLES	EXPLOITATION ET ENTRETIEN	INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE	TOTAL
Services et Ensembles					
Infrastructures et environnement	676,8 \$	2 174,4 \$	– \$	– \$	2 851,2 \$
Énergie	194,7	546,0	–	–	740,7
Mines et métallurgie	392,0	–	–	–	392,0
Produits chimiques et pétrole	179,5	647,9	–	–	827,4
Autres secteurs	102,3	139,7	–	–	242,0
Exploitation et entretien	–	–	2 196,2	–	2 196,2
Investissements – concessions d'infrastructure	–	–	–	2 342,7	2 342,7
Total	1 545,3 \$	3 508,0 \$	2 196,2 \$	2 342,7 \$	9 592,2 \$

Au 30 juin 2009, le carnet de commandes se chiffrait à 9 914,2 millions \$, comparativement à 8 980,7 millions \$ au 31 mars 2009, et à 9 592,2 millions \$ au 31 décembre 2008. L'augmentation depuis décembre 2008 reflète une augmentation dans les catégories Ensembles, Investissements – concessions d'infrastructure, et Services, en partie contrebalancée par une diminution dans la catégorie Exploitation et entretien.

6.1 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE SERVICES

Le carnet de commandes de la catégorie Services se chiffrait à 1 612,1 millions \$ à la fin de juin 2009, comparativement à 1 545,3 millions \$ à la fin de décembre 2008. Le carnet de commandes de la catégorie Services demeure solide et contribue aux perspectives favorables de la Société, étant donné que le ratio de marge brute de la catégorie Services est le plus élevé comparativement à ceux des catégories Ensembles, et Exploitation et entretien.

6.2 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE ENSEMBLES

Le carnet de commandes de la catégorie Ensembles totalisait 3 809,9 millions \$ à la fin de juin 2009, comparativement à 3 508,0 millions \$ à la fin de décembre 2008. Cette augmentation du carnet de commandes est due principalement au secteur Produits chimiques et pétrole, partiellement contrebalancée par une diminution dans les secteurs Infrastructures et environnement, et Énergie. La diminution dans le secteur Énergie reflète principalement l'avancement de certains projets d'envergure qui sont quasi ou entièrement terminés. Le carnet de commandes de juin 2009 de la catégorie Ensembles comprend des ajouts notables pour 2009, tels que :

- un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement, et de construction (« IAC ») pour la conception et la construction d'installations de traitement du gaz naturel en Algérie, pouvant produire et traiter 3,5 milliards de m³ de gaz naturel par année, dans le secteur Produits chimiques et pétrole; et
- la portion IAC d'une entente signée avec le gouvernement du Québec pour la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien d'une nouvelle salle de concert de 2 100 sièges pour l'Orchestre symphonique de Montréal, au centre-ville de Montréal, au Canada, dans le secteur Infrastructures et environnement.

6.3 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE EXPLOITATION ET ENTRETIEN

Le carnet de commandes de la catégorie Exploitation et entretien se chiffrait à 2 004,9 millions \$ à la fin du premier semestre de 2009, contre 2 196,2 millions \$ à la fin de décembre 2008, surtout attribuable à la fluctuation normale des échéances des contrats à long terme, principalement au Canada. Au premier semestre de 2009, la Société a obtenu la prolongation d'un contrat d'envergure au Canada.

6.4 – CARNET DE COMMANDES DE LA CATÉGORIE INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

Le carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d'infrastructure totalisait 2 487,3 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de 2009, comparativement à 2 342,7 millions \$ au 31 décembre 2008. Le tableau ci-dessous présente le carnet de commandes de la Société dans la

catégorie Investissements – concessions d’infrastructure, par principaux investissements, aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2009	31 mars 2009	31 décembre 2008
AltaLink ⁽¹⁾	1 792,4 \$	1 739,8 \$	1 685,2 \$
Autoroute 407 ⁽²⁾	584,0	573,1	558,4
Autres	110,9	99,4	99,1
Total du carnet de commandes de la catégorie Investissements – concessions d’infrastructure	2 487,3 \$	2 412,3 \$	2 342,7 \$

(1) Compte tenu de la consolidation intégrale d’AltaLink, le carnet de commandes lié à celle-ci au 30 juin 2009, au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008 représente la totalité de ses revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

(2) Compte tenu de la consolidation proportionnelle de l’Autoroute 407, le carnet de commandes lié à celle-ci au 30 juin 2009, au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008 représente 16,77 % de ses revenus récurrents estimatifs pour les 5 prochaines années.

7 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats de la Société sont évalués par secteur d'activité. Ces secteurs regroupent les activités connexes au sein de SNC-Lavalin, de la façon dont est évaluée la performance de la direction :

i) **Services et Ensembles**, qui se rapportent aux activités d'ingénierie et de construction, pour lesquelles la Société présente l'information de la façon dont est évaluée la performance de la direction en regroupant ses projets exécutés en fonction du type d'industrie, soit : **Infrastructures et environnement, Énergie, Mines et métallurgie, Produits chimiques et pétrole**, et **Autres secteurs**;

ii) **Exploitation et entretien**; et iii) **Investissements – concessions d'infrastructure**.

À l'exception du secteur Investissements – concessions d'infrastructure, la Société évalue le rendement des secteurs en utilisant le bénéfice d'exploitation déduction faite de l'intérêt imputé et des frais généraux et corporatifs de l'entreprise. L'intérêt imputé est calculé sur la situation des soldes hors trésorerie du fonds de roulement et est attribué mensuellement aux secteurs au taux annuel de 10 %, donnant lieu à un coût ou à un revenu selon que les actifs à court terme excèdent les passifs à court terme du secteur ou vice-versa, tandis que les frais généraux et corporatifs de l'entreprise sont répartis d'après la marge brute de chacun de ces secteurs. Les impôts sur les bénéfices ne sont pas imputés aux secteurs, sauf pour le secteur Investissements – concessions d'infrastructure.

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d'infrastructure dans certains secteurs d'activité. Ces investissements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. Ces investissements sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure, dont la performance est évaluée au moyen : i) des dividendes ou des distributions reçus pour les investissements comptabilisés à la valeur d'acquisition; ii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés à la valeur de consolidation; iii) de la quote-part de SNC-Lavalin du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle; et iv) du bénéfice net de ses investissements comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale, moins la portion attribuable à la part des actionnaires sans contrôle, selon leurs états financiers respectifs préparés conformément aux PCGR du Canada. Dans le cas d'investissements dans des infrastructures pour lesquels les impôts sur les bénéfices sont payables par les investisseurs, comme les

investissements dans des sociétés en commandite au Canada, les impôts sur les bénéfices de la Société sont attribués selon le taux d'imposition de SNC-Lavalin pour de tels investissements. Par conséquent, le bénéfice d'exploitation du secteur Investissements – concessions d'infrastructure est présenté net des impôts sur les bénéfices et représente le bénéfice net de SNC-Lavalin provenant de ses investissements dans des concessions d'infrastructure.

Le tableau suivant présente les revenus des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	435,4 \$	412,8 \$	840,5 \$	761,9 \$
Énergie	239,5	326,2	452,2	599,9
Mines et métallurgie	211,1	211,1	410,5	422,4
Produits chimiques et pétrole	169,6	314,3	406,3	729,3
Autres secteurs	88,7	98,7	161,4	190,8
Exploitation et entretien	241,3	250,3	650,7	605,8
Investissements – concessions d'infrastructure	84,8	89,1	174,5	167,5
Total	1 470,4 \$	1 702,5 \$	3 096,1 \$	3 477,6 \$

Le tableau ci-dessous présente le bénéfice (la perte) d'exploitation des secteurs d'activité de la Société :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Services et Ensembles				
Infrastructures et environnement	61,6 \$	36,7 \$	117,1 \$	37,3 \$
Énergie	25,2	(16,0)	39,6	5,1
Mines et métallurgie	20,8	23,2	47,1	37,4
Produits chimiques et pétrole	(14,8)	45,1	(24,8)	91,7
Autres secteurs	12,1	14,3	19,5	21,5
Exploitation et entretien	(0,6)	(3,9)	9,8	6,6
Investissements – concessions d'infrastructure	0,4	3,9	4,7	4,3
Total	104,7 \$	103,3 \$	213,0 \$	203,9 \$

7.1 – INFRASTRUCTURES ET ENVIRONNEMENT

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement				
Services	150,1 \$	128,3 \$	289,3 \$	229,1 \$
Ensembles	285,3	284,5	551,2	532,8
Total	435,4 \$	412,8 \$	840,5 \$	761,9 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Infrastructures et environnement	61,6 \$	36,7 \$	117,1 \$	37,3 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Infrastructures et environnement (%)	14,1 %	8,9 %	13,9 %	4,9 %

Au deuxième trimestre de 2009, les revenus du secteur Infrastructures et environnement se sont établis à 435,4 millions \$, comparativement à 412,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2008. Au premier semestre de 2009, les revenus se sont établis à 840,5 millions \$, comparativement à 761,9 millions \$ au semestre correspondant de 2008, reflétant principalement une augmentation des activités dans les catégories Services et Ensembles.

Au deuxième trimestre de 2009, le bénéfice d'exploitation a augmenté pour s'établir à 61,6 millions \$, comparativement à 36,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2008, principalement en raison de révisions favorables pour certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles. Au premier semestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est accru pour s'établir à 117,1 millions \$, comparativement à 37,3 millions \$ au semestre correspondant de 2008, surtout attribuable à des révisions favorables pour certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles, combinées à un niveau plus élevé des activités.

7.2 – ÉNERGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Énergie				
Services	70,7 \$	66,3 \$	142,8 \$	104,0 \$
Ensembles	168,8	259,9	309,4	495,9
Total	239,5 \$	326,2 \$	452,2 \$	599,9 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Énergie	25,2 \$	(16,0) \$	39,6 \$	5,1 \$
Ratio du bénéfice (perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Énergie (%)	10,5 %	(4,9) %	8,8 %	0,8 %

Les revenus du secteur Énergie se sont établis à 239,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, contre 326,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, les revenus se sont établis à 452,2 millions \$, comparativement à 599,9 millions \$ au premier semestre de 2008, reflétant principalement la diminution du niveau d'activités dans certains projets d'envergure de la

catégorie Ensembles qui sont quasi ou entièrement terminés, diminution partiellement compensée par une hausse des activités de la catégorie Services, principalement à l'extérieur du Canada.

Le bénéfice d'exploitation au deuxième trimestre de 2009 s'est établi à 25,2 millions \$, comparativement à une perte d'exploitation de 16,0 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La perte d'exploitation enregistrée au deuxième trimestre de 2008 reflétait principalement la perte comptabilisée à l'égard de la centrale thermique à cycle combiné Goreway de 880 MW, en Ontario, au Canada, reflétant une révision à la hausse des coûts estimatifs pour achever le projet. Au deuxième trimestre de 2009, les essais sur la centrale Goreway ont été effectués et cette dernière est entrée en exploitation commerciale. **Un bénéfice d'exploitation de 39,6 millions \$ a été enregistré au premier semestre de 2009**, comparativement à 5,1 millions \$ pour le semestre correspondant de 2008, en raison principalement de la perte enregistrée sur le projet Goreway au premier semestre de 2008, combinée à un niveau plus élevé des activités de la catégorie Services en 2009, partiellement contrebalancée par une baisse des activités de la catégorie Ensembles.

7.3 – MINES ET MÉTALLURGIE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Mines et métallurgie				
Services	211,1 \$	191,0 \$	410,5 \$	322,6 \$
Ensembles	–	20,1	–	99,8
Total	211,1 \$	211,1 \$	410,5 \$	422,4 \$
Bénéfice d'exploitation provenant du secteur Mines et métallurgie	20,8 \$	23,2 \$	47,1 \$	37,4 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Mines et métallurgie (%)	9,9 %	11,0 %	11,5 %	8,9 %

Les revenus du secteur Mines et métallurgie au deuxième trimestre de 2009 se sont établis à 211,1 millions \$, résultat comparable à celui du trimestre correspondant de 2008. **Au premier semestre de 2009, les revenus se sont chiffrés à 410,5 millions \$**, comparativement à 422,4 millions \$ au semestre correspondant de 2008, reflétant principalement l'absence d'activité dans la catégorie Ensembles au premier semestre de 2009, comparativement à des revenus de 99,8 millions \$ au cours du semestre correspondant de 2008, partiellement contrebalancée par une augmentation des activités de la catégorie Services, surtout à l'extérieur du Canada.

Le bénéfice d'exploitation s'est chiffré à 20,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 23,2 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. **Au premier semestre de**

2009, le bénéfice d'exploitation a augmenté pour s'établir à 47,1 millions \$, contre 37,4 millions \$ au premier semestre de 2008, principalement en raison d'un ratio de marge brute plus élevé.

7.4 – PRODUITS CHIMIQUES ET PÉTROLE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole				
Services	90,9 \$	121,3 \$	195,4 \$	276,9 \$
Ensembles	78,7	193,0	210,9	452,4
Total	169,6 \$	314,3 \$	406,3 \$	729,3 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Produits chimiques et pétrole	(14,8) \$	45,1 \$	(24,8) \$	91,7 \$
Ratio du bénéfice (perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Produits chimiques et pétrole (%)	(8,7) %	14,3 %	(6,1) %	12,6 %

Les revenus du secteur Produits chimiques et pétrole se sont chiffrés à 169,6 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, contre 314,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, les revenus se sont chiffrés à 406,3 millions \$, comparativement à 729,3 millions \$ au semestre correspondant de 2008, principalement en raison d'un niveau globalement moins élevé des activités des catégories Ensembles et Services.

Au deuxième trimestre de 2009, la perte d'exploitation du secteur Produits chimiques et pétrole s'est établie à 14,8 millions \$, contre un bénéfice d'exploitation de 45,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, la perte d'exploitation du secteur Produits chimiques et pétrole s'est chiffrée à 24,8 millions \$, comparativement à un bénéfice d'exploitation de 91,7 millions \$ au premier semestre de 2008, principalement en raison de révisions défavorables de la prévision des coûts d'un projet d'envergure de la catégorie Ensembles, à la fois au premier trimestre et au deuxième trimestre de 2009, combinées à un niveau moins élevé des activités de la catégorie Ensembles, principalement sur certains projets d'envergure quasi terminés, et de la catégorie Services.

7.5 – AUTRES SECTEURS

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant des Autres secteurs				
Services	46,0 \$	60,3 \$	90,6 \$	112,1 \$
Ensembles	42,7	38,4	70,8	78,7
Total	88,7 \$	98,7 \$	161,4 \$	190,8 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des Autres secteurs	12,1 \$	14,3 \$	19,5 \$	21,5 \$
Ratio du bénéfice d'exploitation sur les revenus provenant des Autres secteurs (%)	13,7 %	14,5 %	12,1 %	11,3 %

Les Autres secteurs regroupent les activités de plusieurs domaines, à savoir les produits pharmaceutiques et la biotechnologie, l'agroalimentaire, l'acide sulfurique ainsi que les diverses installations industrielles.

Les revenus des Autres secteurs se sont chiffrés à 88,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 98,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, les revenus se sont chiffrés à 161,4 millions \$, comparativement à 190,8 millions \$ au premier semestre de 2008, reflétant une diminution des activités principalement attribuable à des projets de la catégorie Ensembles à l'extérieur du Canada, et à des activités de la catégorie Services au Canada.

Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 12,1 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 14,3 millions \$ au trimestre correspondant de 2008. Au premier semestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 19,5 millions \$, comparativement à 21,5 millions \$ au semestre correspondant de 2008, principalement en raison de la diminution du niveau des activités.

7.6 – EXPLOITATION ET ENTRETIEN

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant du secteur Exploitation et entretien	241,3 \$	250,3 \$	650,7 \$	605,8 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation provenant du secteur Exploitation et entretien	(0,6) \$	(3,9) \$	9,8 \$	6,6 \$
Ratio du bénéfice (perte) d'exploitation sur les revenus provenant du secteur Exploitation et entretien (%)	(0,2) %	(1,6) %	1,5 %	1,1 %

Les revenus du secteur Exploitation et entretien au deuxième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 241,3 millions \$, comparativement à 250,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, les revenus ont augmenté pour se chiffrer à 650,7 millions \$, comparativement à

605,8 millions \$ au premier semestre de 2008, en grande partie en raison de l'accroissement du volume de certains contrats en cours, principalement au Canada.

La perte d'exploitation du deuxième trimestre de 2009 dans le secteur Exploitation et entretien s'est chiffrée à 0,6 million \$, comparativement à une perte d'exploitation de 3,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. **Au premier semestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 9,8 millions \$**, contre 6,6 millions \$ au premier semestre de 2008, principalement en raison d'une hausse du volume, combinée à une augmentation du ratio de marge brute.

7.7 – INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

SNC-Lavalin fait des investissements en capitaux propres dans des concessions d'infrastructure dans certains secteurs d'activité tels que les aéroports, les ponts, l'énergie, les réseaux de transport en commun, les routes et l'eau, qui sont regroupés dans le secteur Investissements – concessions d'infrastructure et décrits à la section 7.7 du rapport de gestion faisant partie du rapport annuel 2008 de la Société.

7.7.1 – VALEUR COMPTABLE NETTE DES INVESTISSEMENTS DANS DES CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

Compte tenu de l'incidence importante des investissements dans des concessions d'infrastructure sur le bilan consolidé de la Société, celle-ci fournit, dans la note 3 de ses états financiers consolidés intermédiaires consolidés non vérifiés, des informations supplémentaires sur la valeur comptable nette de ses investissements dans des concessions d'infrastructure, selon la méthode de comptabilisation utilisée sur le bilan consolidé de SNC-Lavalin. La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d'infrastructure de la Société s'établissait à 627,0 millions \$ au 30 juin 2009, contre 547,6 millions \$ au 31 décembre 2008. La Société, se fondant sur des évaluations financières, est d'avis que la juste valeur de ses investissements dans des concessions d'infrastructure est notablement supérieure à leur valeur comptable nette.

La valeur comptable nette des investissements dans des concessions d'infrastructure inclut l'investissement dans l'Autoroute 407, qui est comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Conformément aux PCGR du Canada, la méthode de la consolidation proportionnelle exige que le coentrepreneur constate sa quote-part du cumul des pertes de la coentreprise

indépendamment de la valeur comptable de son investissement dans une telle coentreprise. Conséquemment, la valeur comptable nette de l'investissement de la Société dans l'Autoroute 407 a donné lieu à un solde net négatif de 51,2 millions \$ au 30 juin 2009, comparativement à un solde négatif de 37,9 millions \$ au 31 décembre 2008, lequel ne représente ni un passif ni quelque obligation future que ce soit pour SNC-Lavalin envers l'Autoroute 407 ou toute autre entité. Ce solde négatif résulte de la comptabilisation de la quote-part de SNC-Lavalin des pertes comptables cumulatives et des dividendes cumulatifs reçus de l'Autoroute 407. L'Autoroute 407 a enregistré un bénéfice net depuis 2006, tandis que des pertes comptables nettes avaient été enregistrées depuis ses débuts en 1999. La Société a reçu des dividendes de l'Autoroute 407 totalisant 8,0 millions \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 5,7 millions \$ au trimestre correspondant de 2008, tandis qu'au premier semestre de 2009, les dividendes reçus ont totalisé 15,9 millions \$, contre 11,3 millions \$ au semestre correspondant de 2008.

7.7.2 – RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU SECTEUR INVESTISSEMENTS – CONCESSIONS D'INFRASTRUCTURE

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	DEUXIÈME TRIMESTRE		SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN	
	2009	2008	2009	2008
Revenus provenant des Investissements – concessions d'infrastructure	84,8 \$	89,1 \$	174,5 \$	167,5 \$
Bénéfice d'exploitation provenant des Investissements – concessions d'infrastructure	0,4 \$	3,9 \$	4,7 \$	4,3 \$

Les investissements de la Société sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition, à la valeur de consolidation, selon la méthode de la consolidation proportionnelle ou selon la méthode de la consolidation intégrale, suivant que SNC-Lavalin exerce, ou non, une influence notable, un contrôle conjoint ou le contrôle. La relation entre les revenus et le bénéfice d'exploitation peut ne pas être pertinente pour l'évaluation de la performance du secteur puisqu'une partie importante des investissements est comptabilisée selon la méthode de la comptabilisation à la valeur d'acquisition ou à la valeur de consolidation, méthodes qui ne reflètent pas les postes individuels des résultats financiers.

Le secteur Investissements – concessions d'infrastructure a généré un bénéfice d'exploitation de 0,4 million \$ au deuxième trimestre de 2009, comparativement à 3,9 millions \$ au deuxième trimestre de 2008. Au premier semestre de 2009, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 4,7 millions \$, un niveau comparable à celui du premier semestre de 2008.

8 – LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

La présente section a pour but de donner au lecteur une meilleure compréhension de la situation financière de la Société et a été structurée de la façon suivante :

- l'examen de la **position de trésorerie nette et des liquidités discrétionnaires** de la Société;
- **l'analyse des flux de trésorerie** qui explique comment la Société a généré et utilisé la trésorerie et les équivalents de trésorerie; et
- l'évaluation du **rendement de l'avoir moyen des actionnaires (« RAMA »)** de la Société.

8.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE ET LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

8.1.1 – POSITION DE TRÉSORERIE NETTE

Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, le maintien d'un bilan solide avec une position de trésorerie nette suffisante pour réaliser ses projets d'exploitation, d'investissement et de financement constitue un objectif financier clé.

La position de trésorerie nette de SNC-Lavalin, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, exclut de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie sa dette avec recours et la trésorerie et les équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure. Elle se présentait comme suit aux dates indiquées :

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	30 juin 2009	31 décembre 2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	635,6 \$	988,2 \$
Moins :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure ⁽¹⁾	38,1	28,9
Dette à long terme avec recours	104,8	104,7
Position de trésorerie nette	492,7 \$	854,6 \$

(1) Investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle.

Au 30 juin 2009, la position de trésorerie nette s'élevait à 492,7 millions \$, comparativement à 854,6 millions \$ au 31 décembre 2008, en raison surtout du besoin en fonds de roulement de certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles et aux paiements liés aux Investissements – concessions d'infrastructure.

8.1.2 – LIQUIDITÉS DISCRÉTIONNAIRES

La Société estime ses liquidités discrétionnaires, qui sont une mesure financière non définie par les PCGR correspondant au montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie non affecté à des activités ni à des Investissements – concessions d'infrastructure. Par conséquent, les liquidités discrétionnaires sont calculées au moyen de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, exclusion faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie provenant d'Investissements – concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale ou proportionnelle à la fin de la période, ajustés en fonction des besoins de trésorerie prévus pour terminer les projets existants et des encaissements nets prévus à l'achèvement des projets d'envergure en cours, et déduction faite des engagements restants à l'égard d'Investissements – concessions d'infrastructure.

Les liquidités discrétionnaires se sont établies à environ 500 millions \$ au 30 juin 2009, comparativement à environ 600 millions \$ au 31 décembre 2008, en raison surtout des Investissements – concessions d'infrastructure. Les liquidités discrétionnaires de la Société sont disponibles pour acquérir des entreprises d'ingénierie et effectuer des investissements sélectifs dans des concessions d'infrastructure. Tel qu'il est décrit à la section 8.5 du présent rapport, en juillet 2009, la Société a émis pour 350 millions \$ de débentures non garanties échéant dans 10 ans, ce qui ajoutera 245 millions \$ à ses liquidités discrétionnaires, une fois déduit le montant de capital de 105 millions \$ des débentures non garanties de la Société échéant en septembre 2010.

8.2 – ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN (EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS)	2009	2008
Flux de trésorerie générés par (utilisés pour) :		
Activités d'exploitation	(92.4) \$	65.4 \$
Activités d'investissement	(277.7)	(131.9)
Activités de financement	22.6	(84.1)
Augmentation (diminution) suite à la conversion de devises sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus dans des établissements étrangers autonomes	(5.1)	8.3
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(352.6)	(142.3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	988.2	1,088.6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	635.6 \$	946.3 \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 635,6 millions \$ au 30 juin 2009, comparativement à 988,2 millions \$ au 31 décembre 2008, tel qu'il est expliqué ci-dessous.

8.2.1 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les liquidités utilisées dans le cadre des activités d'exploitation se sont établies à 92,4 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à des liquidités de 65,4 millions \$ générées par les activités d'exploitation au premier semestre de 2008, principalement pour les raisons suivantes :

- La trésorerie utilisée par la variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement de 380,8 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 155,9 millions \$ au semestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout des décaissements liés à certains projets d'envergure de la catégorie Ensembles.
- Le bénéfice net de 157,5 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 146,3 millions \$ au premier semestre de 2008.

8.2.2 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées pour les activités d'investissement se sont élevées à 277,7 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 131,9 millions \$ au premier semestre de 2008. Les principales activités d'investissement ont porté sur les éléments suivants :

- L'acquisition d'immobilisations corporelles provenant d'investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés selon la méthode de la consolidation intégrale et proportionnelle, pour un décaissement total d'environ 125,6 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 103,6 millions \$ au semestre correspondant de 2008, principalement attribuables, dans les deux cas, à AltaLink, en raison surtout d'une hausse des activités de construction dans des projets de transport d'électricité. À noter également que le bilan d'AltaLink a démontré au cours du premier semestre de 2009 une augmentation des immobilisations corporelles, assortie d'une hausse des autres éléments de passif à long terme, qui n'ont pas eu de répercussions sur les flux de trésorerie, de 145,4 millions \$ liée à une modification des PCGR du Canada relatifs aux activités à tarifs réglementés (se reporter à la section 9 du présent rapport), combinée à une augmentation de 86,6 millions \$ des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations provenant d'une révision d'estimations (se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société).
- Les paiements dans des investissements dans des concessions d'infrastructure pour un total de 64,4 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 8,9 millions \$ au premier

semestre de 2008, reflétant surtout les paiements faits au titre de l'investissement dans Ambatovy.

- Le montant prêté à l'Exploitant du projet Ambatovy a totalisé 30,4 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à un aucun prêt au semestre correspondant de 2008. Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires consolidés non vérifiés de la Société pour plus de renseignements sur le prêt à l'Exploitant du projet Ambatovy.

8.2.3 – FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les liquidités générées par des activités de financement se sont élevées à 22,6 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à des liquidités utilisées pour des activités de financement de 84,1 millions \$ au premier semestre de 2008. Les principales activités de financement ont été les suivantes :

- L'augmentation de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure qui a totalisé 195,9 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 192,2 millions \$ pour la période correspondante de 2008, alors que le remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des investissements dans des concessions d'infrastructure s'élevait à 121,9 millions \$ au premier semestre de 2009, comparativement à 183,9 millions \$ pour la période correspondante de 2008.
- Il n'y a pas eu de remboursement de la dette à long terme sans recours provenant des autres activités au premier semestre de 2009, comparativement à un remboursement de 25,8 millions \$ pour la période correspondante de 2008, correspondant au remboursement du solde restant de l'hypothèque de la Société pour son siège social situé au centre-ville de Montréal.
- Au cours du premier semestre de 2009, les dividendes payés aux actionnaires de la Société ont totalisé 45,3 millions \$, comparativement à 36,3 millions \$ au premier semestre de 2008. L'augmentation des dividendes reflète un dividende cumulatif payé de 0,30 \$ par action au cours du premier semestre de 2009, comparativement à 0,24 \$ par action au semestre correspondante de 2008.
- En vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités, la Société a racheté 120 700 actions au cours du premier semestre de 2009 et 518 300 actions au cours du

premier semestre de 2008, pour des contreparties totales en espèces de 4,2 millions \$ et de 26,7 millions \$, respectivement.

- L'émission d'actions suivant la levée d'options sur actions a généré des liquidités de 2,3 millions \$ au premier semestre de 2009 (133 082 options sur actions à un prix moyen de 17,08 \$), comparativement à 11,1 millions \$ au premier semestre de 2008 (457 900 options sur actions à un prix moyen de 24,14 \$). Au 29 juillet 2009, 5 534 602 options sur actions étaient en cours. À la même date, le nombre d'actions émises et en circulation était de 151 045 891.

8.3 – RENDEMENT DE L'AVOIR MOYEN DES ACTIONNAIRES (« RAMA »)

Le RAMA, qui est une mesure financière non définie par les PCGR, est un indicateur clé utilisé pour mesurer le rendement des capitaux propres de la Société. Le RAMA, tel qu'il est calculé par la Société, correspond au bénéfice après impôts des 12 derniers mois divisé par l'avoir moyen des actionnaires sur 13 mois, excluant le « Cumul des autres éléments du résultat étendu ». Tel qu'il est mentionné à la section 2.6 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, la réalisation d'un RAMA au moins égal au rendement des obligations à long terme du Canada plus 600 points de base est un objectif financier clé de la Société.

Le RAMA a été de 27,3 % pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2009, comparativement à 28,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est nettement supérieur à l'objectif de la Société consistant à dépasser de 600 points de base le rendement des obligations à long terme du Canada (c'est-à-dire un total de 9,9 % pour la période).

8.4 – INSTRUMENTS FINANCIERS

La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers, et la gestion connexe de ces risques, sont décrites à la note 20 des états financiers annuels consolidés vérifiés de 2008 de la Société. Au premier semestre de 2009, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, à la gestion connexe des risques et à la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur au bilan consolidé de la Société.

8.5 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

ÉMISSION D'UNE DETTE À LONG TERME AVEC RECOURS

Le 3 juillet 2009, la Société a émis pour 350 millions \$ de débentures non garanties sur 10 ans échéant en juillet 2019 et portant intérêt à un taux de 6,19 % par année. La Société prévoit affecter le produit net du placement au remboursement intégral de ses débentures non garanties 7,70 % d'un capital de 105 millions \$ échéant en septembre 2010, au financement de placements éventuels dans des occasions d'investissement dans des concessions d'infrastructure ainsi que d'acquisitions éventuelles d'entreprises choisies de manière sélective et aux fins générales de l'entreprise. Standard & Poor's et DBRS ont attribué aux débentures les notations BBB+ et BBB (fort), respectivement, au moment de leur émission. À la suite de l'émission de ces débentures, qui seront présentées comme dette à long terme avec recours, le ratio d'endettement avec recours sur capital de la Société demeurera en deçà de 30:70, objectif que s'est fixé la Société.

9 – CONVENTIONS COMPTABLES ET MODIFICATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux PCGR du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société, sauf pour les points décrits ci-après. Voir la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés de 2008 de la Société pour plus de renseignements sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers.

Les hypothèses clés et la base des estimations de la direction en vertu des PCGR, ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes afférentes, demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles décrites dans le rapport annuel 2008 de la Société.

9.1 – MODIFICATIONS RÉCENTES AUX CONVENTIONS COMPTABLES

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui établit des normes en matière de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts

d'acquisition et aux actifs incorporels. Ce nouveau chapitre remplace le chapitre 3062, intitulé « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et le chapitre 3450, intitulé « Frais de recherche et de développement ». Parallèlement, le CPN-27, intitulé « Produits et charges au cours de la période de pré-exploitation », a été abrogé, alors que la note d'orientation concernant la comptabilité n° 11, intitulée « Entreprises en phase de démarrage », et le chapitre 1000, intitulé « Fondements conceptuels des états financiers », ont été modifiés. Ces nouvelles normes sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009 pour SNC-Lavalin et se devaient d'être appliquées de manière rétrospective avec retraitement des chiffres comparatifs.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables a donné lieu à un ajustement transitoire, qui a réduit le solde des bénéfices non répartis de 5,9 millions \$ au 1^{er} janvier 2008. Ce montant correspond à l'effet cumulatif sur le bénéfice net de la Société jusqu'à cette date de l'application des nouvelles normes. L'ajustement transitoire a également donné lieu aux modifications suivantes au bilan consolidé comparatif de la Société à la même date : i) une diminution de 6,7 millions \$ des investissements dans des concessions d'infrastructure comptabilisés à la valeur de consolidation; ii) une diminution de 0,7 million \$ des autres éléments d'actif à long terme; et iii) une augmentation de 1,5 million \$ des actifs d'impôts futurs à long terme. Ces ajustements proviennent principalement de charges de pré-exploitation engagées et capitalisées par des investissements dans des concessions d'infrastructure, qui ne sont plus capitalisées en vertu des nouvelles normes. L'adoption des nouvelles normes comptables n'a pas eu d'impact sur le bénéfice net consolidé de 2008 de la Société et, conséquemment, les ajustements transitoires ont été limités à ceux décrits ci-dessus.

ACTIVITÉS À TARIFS RÉGLEMENTÉS

Le 1^{er} janvier 2009, le retrait de l'exemption temporaire accordée aux entités assujetties à une réglementation des tarifs en ce qui concerne l'application du chapitre 1100 du *Manuel de l'ICCA*, intitulé « Principes comptables généralement reconnus », est entré en vigueur. Cette exemption temporaire permettait aux entités assujetties à une réglementation des tarifs d'appliquer les pratiques sectorielles comme source première des PCGR du Canada. Par conséquent, sur la base de pratiques sectorielles, AltaLink a enregistré les sommes reçues pour les frais futurs de retrait d'une immobilisation et de restauration des lieux en déduction de la valeur des immobilisations corporelles. Le retrait de l'exemption temporaire du chapitre 1100 exige qu'AltaLink présente ces sommes reçues à titre de passif, un tel changement devant être appliqué prospectivement. Ainsi, le retrait de l'exemption

temporaire a fait en sorte qu'un montant de 145,4 millions \$ a augmenté le solde des immobilisations corporelles, avec une augmentation correspondante du solde des autres éléments de passif à long terme au 1^{er} janvier 2009. Cette modification comptable n'a pas eu d'incidence sur le bénéfice net consolidé de 2008 de SNC-Lavalin.

9.2 – MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

ADOPTION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (« IFRS ») AU CANADA

Pendant le semestre ayant pris fin le 30 juin 2009, la Société a continué d'évaluer les effets que pourront avoir sur ses états financiers consolidés les différences comptables prévues. Il n'est survenu aucun changement marquant pendant le semestre terminé le 30 juin 2009 quant au plan de mise en œuvre de la Société. La section 10 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société, au rapport de gestion, contient des détails et des renseignements supplémentaires sur le plan de la mise en œuvre des IFRS au sein de la Société.

10 – RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes, ainsi que les pratiques de gestion des risques, sont décrits à la section 11 du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2008 de la Société. Il n'y a eu de changements importants ni aux risques et incertitudes, ni aux pratiques de gestion des risques, au cours du premier semestre de 2009.

11 – INFORMATIONS TRIMESTRIELLES

(EN MILLIONS DE DOLLARS CANADIENS, À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE)	2009			2008			2007	
	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE	DEUXIÈME TRIMESTRE	PREMIER TRIMESTRE	QUATRIÈME TRIMESTRE	TROISIÈME TRIMESTRE
Revenus	1 470,4 \$	1 625,7 \$	1 943,9 \$	1 685,4 \$	1 702,5 \$	1 775,1 \$	1 991,4 \$	1 785,3 \$
Bénéfice net	80,0 \$	77,5 \$	75,0 \$	91,3 \$	75,4 \$	70,8 \$	68,1 \$	63,2 \$
Bénéfice de base par action (\$)	0,53 \$	0,51 \$	0,50 \$	0,61 \$	0,50 \$	0,47 \$	0,45 \$	0,42 \$
Bénéfice dilué par action (\$)	0,53 \$	0,51 \$	0,49 \$	0,60 \$	0,49 \$	0,47 \$	0,45 \$	0,41 \$
Dividende déclaré par action (\$)	0,15 \$	0,15 \$	0,15 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,12 \$	0,09 \$

Comme l'explique en détail la section 9.1, Modifications récentes aux conventions comptables, du présent document, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'ICCA en matière d'écarts d'acquisition et d'actifs incorporels le 1^{er} janvier 2009. L'adoption des nouvelles normes comptables s'est faite rétroactivement avec retraitement des chiffres comparatifs. Cela n'a pas eu de répercussions sur les chiffres de 2008, tandis que l'impact total sur le bénéfice net des deux derniers trimestres de 2007 a été une réduction de 0,6 million \$. Les renseignements trimestriels présentés ci-dessus ont été retraités en conséquence.

12 – CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de SNC-Lavalin, sous la supervision du président et chef de la direction et du vice-président directeur et chef des affaires financières, a conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux PCGR de la Société. Au cours de la dernière période intermédiaire, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui, au 30 juin 2009 a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne à l'égard de l'information financière.

13 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Il est possible de consulter l'information financière trimestrielle et annuelle de la Société, sa notice annuelle ainsi que d'autres documents financiers sur son site Web (www.snclavalin.com) et sur SEDAR (www.sedar.com).